

MOYEN-ORIENT | Instabilité géopolitique

Pétrole à \$ 95 : Nouvelle menace pour l'économie locale

Le Brent a franchi la barre des 95 dollars américains le baril mercredi, ravivant les craintes d'une nouvelle poussée inflationniste et d'une hausse des coûts. Entre prix à la pompe, fret, importations et investissements, les économistes et observateurs appellent toutefois à la prudence face à une situation encore très volatile.

Le pétrole repart à la hausse et, avec lui, les inquiétudes pour l'économie mondiale et locale. Pour la première fois depuis près de six semaines, le cours du Brent est repassé au-dessus de la barre des \$ 95 le baril, sur fond d'aggravation des tensions au Moyen-Orient et d'incertitudes croissantes quant à l'évolution du conflit entre l'Iran et les États-Unis.

Cette nouvelle flambée intervient alors que les marchés redoutent un blocage prolongé des exportations d'hydrocarbures dans la région du Moyen-Orient. Les frappes américaines en Iran se poursuivent, tandis que les rebelles houthis du Yémen, soutenus par Téhéran, ont annoncé un blocus maritime de l'Arabie saoudite. Les risques pour les routes commerciales et les chaînes d'approvisionnement mondiales se multiplient, alors que les perspectives d'un apaisement diplomatique semblent s'estomper.

Pour Maurice, importateur net de produits pétroliers, cette remontée des cours constitue un signal défavorable, même si ses effets ne sont pas encore immédiatement visibles sur les prix à la pompe. « Pour l'instant, il n'y aura pas vraiment d'effet à Maurice, parce qu'on n'a pas encore baissé les prix », observe l'économiste Ibrahim Mallek. Selon lui, le principal impact immédiat est de compromettre la perspective d'une baisse des prix des carburants, qui pouvait être envisagée avec l'accalmie espérée du conflit. « Cela enlève la possibilité de réduire immédiatement le prix à la pompe », souligne-t-il. Le déficit du Price Stabilisation Fund pourrait également limiter la marge de manœuvre des autorités.

Au-delà du carburant, le risque d'un effet domino préoccupe Ibrahim Mallek. Dans la perspective où les cours du pétrole restent durablement élevés, les coûts du fret et des intrants im-

portés pourraient repartir à la hausse, exerçant une pression supplémentaire sur les entreprises et les consommateurs. « Si cette tendance continue pour les deux ou trois prochains mois, nous aurons encore une possibilité de hausse dans les prix du transport, des intrants de l'étranger, et impactant les consommateurs mauriciens », avertit-il.

Effet domino

L'économiste appelle néanmoins à ne pas tirer de conclusions trop hâtives, compte tenu de la forte volatilité des marchés. « Dans un mois, cela peut baisser de nouveau et c'est vraiment la tendance qu'on doit regarder », indique-t-il. Pour lui, les prochaines semaines seront déterminantes pour évaluer la trajectoire des prix de l'énergie et ses conséquences sur l'économie locale.

Mais l'enjeu dépasse largement le seul marché pétrolier. La prolongation du conflit entretient une incertitude susceptible de peser sur l'investissement, le tourisme, les importations, le taux de change et les coûts de production. « Cette incertitude continue va impacter l'économie globale et Maurice, parce que tant qu'il y a de l'incertitude, il

n'y a pas de progrès et il y a moins d'investissements », affirme Ibrahim Mallek. « It cannot go on and on and on, sans que Maurice ne soit affectée au niveau du tourisme, des intrants, des importations, et de la roupie », ajoute-t-il.

De son côté, Amit Bakhirta, CEO d'Anneau, se montre plus mesuré. Il estime que les fluctuations actuelles du pétrole et du gaz restent, pour le moment, « de très court terme », avec une volatilité susceptible de se maintenir pendant les négociations entre Washington et Téhéran. Il anticipe toutefois une pression persistante sur les prix. « Nous prévoyons donc le maintien des pressions inflationnistes et la stagnation des taux d'intérêt », affirme-t-il.

Malgré ces risques, Amit Bakhirta relève que la consommation intérieure demeure relativement stable et ne constitue pas, à ce stade, une source d'inquiétude majeure. Il conserve ainsi « des perspectives positives pour le dernier trimestre de l'année ». Entre-temps, l'économie locale reste suspendue à l'évolution du conflit. Plus la crise s'éternise, plus le risque d'une transmission aux coûts de l'énergie, du transport et des importations augmentera.